

**Assemblée générale**

Distr. générale
19 octobre 2012
Français
Original : espagnol

Soixante-septième session

Point 8 de l'ordre du jour

Débat général**Lettre datée du 3 octobre 2012, adressée au Président
de l'Assemblée générale par le Représentant permanent
du Paraguay auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une déclaration faite par la délégation de la République du Paraguay, dans l'exercice de son droit de réponse aux propos tenus par le Ministre des relations extérieures de la République orientale de l'Uruguay, Luis Almagro, le samedi 29 septembre 2012, à l'occasion du débat général de l'Assemblée générale à sa soixante-septième session ordinaire (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 8 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) José Antonio **Dos Santos**



**Annexe à la lettre datée du 3 octobre 2012 adressée
au Président de l'Assemblée générale par le Représentant
permanent du Paraguay auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

New York, le 3 octobre 2012

La République du Paraguay rejette catégoriquement les déclarations faites par le Ministre des relations extérieures de l'Uruguay, car elles constituent des violations des buts et des principes de l'Organisation concernant l'égalité des droits et l'autodétermination des peuples, l'égalité souveraine de tous les Membres et la non-ingérence dans les affaires intérieures des États.

La République du Paraguay, pays en développement sans littoral et donc membre de l'un des groupes vulnérables reconnus par l'Organisation des Nations Unies, relève la situation d'exclusion dont elle fait l'objet au sein du Marché commun du Sud et de l'Union des nations de l'Amérique du Sud, mécanismes d'intégration dont elle est un État partie fondateur. En effet, elle en a été suspendue comme suite à des décisions illégitimes et illégales, voire arbitraires, prises en son absence. Il s'agissait de décisions graves, adoptées en violation flagrante des traités internationaux.

À l'échelle de l'hémisphère, le rapport de la mission qu'ont effectuée le Secrétaire général de l'Organisation des États américains, M. José Miguel Insulza, et sa délégation en République du Paraguay, du 1^{er} au 3 juillet 2012, est venu confirmer que la situation dans le pays était absolument normale, notamment en ce qui concerne l'état de droit. C'est ainsi qu'aucune sanction n'a été imposée au Paraguay par l'Organisation, laquelle a confirmé l'envoi d'une mission d'observation pour les élections générales prévues en avril 2013.

La situation exposée ci-dessus atteste sans le moindre doute que le processus constitutionnel a été respecté au Paraguay et bat en brèche toute idée selon laquelle l'ordre constitutionnel a été rompu.

La République du Paraguay déplore le fait que le Ministre des relations extérieures de la République orientale de l'Uruguay remette en question sans fondement la démocratie paraguayenne et qu'il passe sous silence les graves atteintes à la démocratie et aux droits de l'homme commises dans d'autres pays de la région.